

ACCORD CADRE DE TRAVAUX

Université de Strasbourg

**DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER
Département des contrats immobiliers
18 rue Goethe
CS 90032
67081 STRASBOURG cedex**

**ACCORD-CADRE RELATIF AUX MAINTENANCES ET TRAVAUX ASSOCIES
DE L'ENSEMBLE DES SITES DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

DCI 2024 544

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET	4
1.3 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ	5
1.4 - DUREES DE L'ACCORD-CADRE :	5
1.5 - EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	6
1.5.1 NATURE DE L'ACCORD-CADRE	6
1.5.2 FONCTIONNEMENT DES MAINTENANCES PREVENTIVES	6
1.5.3 FONCTIONNEMENT DES MAINTENANCES AUTRES QUE PREVENTIVES	6
1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	7
1.7 - SOUS-TRAITANCE	8
1.8 - RESPONSABLE D'EXPLOITATION DE L'ENTREPRISE TITULAIRE	9
1.9 - MODIFICATIONS STATUTAIRES	9
1.11 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	12
1.12 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	12
1.13- CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	12
1.14 -DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE	13
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	13
2.1 - LES PIECES PARTICULIERES	13
2.2 - LES PIECES GENERALES	14
ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHÉ	15
3.1 - REMUNERATION DES PRESTATIONS - GENERALITES	15
3.2 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	16
3.2.1 PRESTATIONS DE MAINTENANCES PREVENTIVES	16
3.2.2 PRESTATIONS AUTRES QUE CELLES DE MAINTENANCES PREVENTIVES	17
3.3 - MODALITES DE VARIATION ET D'AJUSTEMENT DES PRIX	18
3.3.1 GENERALITES	18
MODALITES DES VARIATIONS DES PRIX	18
3.3.2 VARIATION DU PRIX DU MATERIEL DE CVC ET SANITAIRE	19
3.4 - CLAUSE BUTOIR :	19
ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	20
4.1- GARANTIE FINANCIERE	20
4.2- AVANCES	20
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	21
5.1 - FACTURATION	21
5.2 - APPROVISIONNEMENTS	22

5.3 - PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS	22
5.4 - INTERETS MORATOIRES	23
ARTICLE 6 : DELAIS D'EXECUTION	23
6.1 - DELAIS D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE	23
6.2 - DELAIS D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE	24
6.3 - COORDINATION DES INTERVENTIONS	24
6.4 - PROLONGATION DES DELAIS	24
6.5 - PENALITES DE RETARD	25
ARTICLE 7 : PENALITES ET REFACTIONS	25
7.1 - DEFINITION ET GENERALITES	25
7.2 - PENALITES	25
7.2.1 TABLEAU DES PENALITES	25
7.2.2 PENALITES SUR LES INDICATEURS (KPI)	27
7.2.3 MODALITES D'APPLICATION DES DELAIS ET PENALITES	27
7.3 - REFACTIONS	28
ARTICLE 8 : RESILIATION DU MARCHE	28
ARTICLE 9 : GARANTIES ET ASSURANCES	29
9.1 - DELAIS DE GARANTIES	29
9.2 - ASSURANCES	29
ARTICLE 10 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	30
ARTICLE 11 : CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION	30
ARTICLE 12 : QUALIFICATIONS	30
ARTICLE 13 : MARCHES AYANT POUR OBJET DES PRESTATIONS SIMILAIRES	30
ARTICLE 14 : RESPECT DE L'EGALITE DE TRAITEMENT DES USAGERS	30
ARTICLE 15 : CLAUSE DE REEXAMEN	31
ARTICLE 16 : CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE	31
ARTICLE 17 : AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE	32
ARTICLE 18 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	32

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Un accord-cadre « multi-technique » à bons de commande relatif à l'ensemble des maintenances des parcs de l'Université de Strasbourg, et aux travaux associés à cette maintenance.

Le présent accord-cadre porte à la fois sur la maintenance préventive, corrective, la conduite des installations dans un souci de performance énergétique et de pérennité des installations et les travaux associés aux maintenances.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il s'agit d'un marché avec un objectif de résultat.

Lieu(x) d'exécution : L'ensemble des sites de l'Université de Strasbourg (UNISTRA), répartis sur l'ensemble des campus de l'UNISTRA. Le lieu étant précisé à chaque bon de commande et/ou dans les DPGF concernant la maintenance préventive.

Les installations de l'Université de Strasbourg concernant le présent accord-cadre sont réparties par secteurs géographiques, en 5 lots :

- Lot 01 : Campus Neustadt;
- Lot 02 : Campus Esplanade ;
- Lot 03 : Campus Illkirch ;
- Lot 04 : Campus Colmar – Sélestat – Cronenbourg – Schiltigheim – Haguenau et sites distants ;
- Lot 05 : Campus Hôpital civil.

Dispositions générales :

Cette consultation est un **appel d'offres ouvert** passé en application des articles **L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la Commande publique**.

Elle suit les dispositions des articles **L.2125-1 et R.2162-1 et suivants du code de la commande publique** relatif aux accords-cadres.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC), dans les cahiers des clauses techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP propres à chaque corps de métiers), ainsi que leurs annexes.

1.2 – Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est constituée de l'ensemble des services centraux et des composantes de l'Université de Strasbourg ; tous sont habilités à émettre des bons de commande dans le cadre du présent accord cadre.

1.3 – Décomposition du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches dans le présent accord-cadre.

Il est prévu une décomposition en lots :

Lots N°	Zones Géographique	Domaines								
		Thermique, ventilation, climatisation, Air comprimé	Courant fort et courant faible	Sanitaire	Désenfumage	Système de sécurité incendie	Appareil de levage	Portes et portails	Clos et couvert	Miroiterie et menuiserie extérieure
1	Campus Neustadt	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2	Campus Esplanade	X	X	X	X	X	X	X	X	X
3	Campus Illkirch -	X	X	X	X	X	X	X	X	X
4	Campus Colmar – Sélestat – Cronenbourg – Schiltigheim - Haguenau et sites distants	X	X	X	X	X	X	X	X	X
5	Campus Hôpital Civil	X	X	X	X	X	X	X	X	X

1.4 – Durées de l'accord-cadre :

L'accord cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale d'exécution de 6 ans. Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la Commande publique, du fait de la complexité de l'objet, en aucun cas, la durée totale de l'accord-cadre ne pourra dépasser 6 ans.

La date anniversaire du marché est fixée au 1^{er} septembre 2025.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre; la reconduction de l'accord cadre est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Le titulaire quant à lui ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

1.5 - Exécution de l'accord cadre

1.5.1 Nature de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre conclu avec UN titulaire par lot, sans montant minimum. Le montant maximum de l'accord-cadre, sur sa durée totale, y compris sa ou ses reconductions éventuelles, ne pourra excéder 50 millions d'euros hors taxes.

L'Université n'est astreinte à aucun minimum de commande. Aucune demande indemnitaire de la part d'un titulaire ne sera acceptée.

Il s'agit d'un marché mixte qui inclut :

- 1/ **Une partie forfaitaire** relative aux prestations de maintenance préventive définies dans le CCTC et précisées dans les CCTP propres à chaque lot, ainsi que dans les DPGF associées ;
- 2/ **Une partie à bons de commande** relative à l'ensemble des prestations autres que la maintenance préventive (maintenance corrective, travaux associés...) définies au CCTC et précisées dans les CCTP propres à chaque lot et dans les BPU.

1.5.2 Fonctionnement des maintenances préventives

L'ensemble de la maintenance préventive réglée à prix forfaitaire, fera l'objet d'un bon de commande annuel conforme aux prix de la DPGF et d'une facturation mensuelle, établie par lot et par domaine, conformément aux prix indiqués à la DPGF de chaque lot.

Le montant reporté dans l'acte d'engagement sera la somme des DPGF DPI et DPGF composante par lot.

L'attention des candidats est donc attirée sur le fait que l'ensemble des prix annoncé par le candidat dans sa DPGF l'engage contractuellement.

1.5.3 Fonctionnement des maintenances autres que préventives

L'ensemble des prestations autres que les maintenances préventives (maintenances correctives et travaux associés) fera l'objet de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins, selon les prix unitaires annoncés par le candidat dans son B.P.U.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;

- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des travaux (numéro du bâtiment) ;
- le type de domaine ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- L'adresse de facturation : Bureau facturier – 4 rue Blaise Pascal - Strasbourg

Le candidat indiquera dans l'acte d'engagement toutes les entités susceptibles de facturer et fournira les SIRET, adresse de facturation avec IBAN et adresse postale.

En cas de changement, il contactera le Département des Contrats Immobiliers : dc@unistra.fr

Aucune intervention ne pourra être effectuée sans une demande expresse de l'Université de Strasbourg.
Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

NOTA : Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre).

1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.7 - Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations d'un montant supérieur ou égal à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur, avant tout démarrage de prestation.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché, **selon les modalités définies aux articles R.2193-1 et suivants, R.2193-3 et s. du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.**

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments des articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantisements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute de l'entreprise titulaire du marché conformément à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

IMPORTANT : L'attention du titulaire est attirée sur le délai de 21 jours laissé à l'administration pour l'agrément des sous-traitants. Ce délai étant suspendu lorsque la déclaration de sous-traitance est incomplète (cf documents demandés à l'article 4.1 du règlement de la consultation), le titulaire est donc invité à anticiper la transmission de ses déclarations. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur exige que les déclarations des sous-traitants (DC4) soient signées :

- **Soit en original via une signature manuscrite**
- **Soit électronique conforme au règlement « eIDAS » ou d'un certificat « RGS » de niveau ** ou *** en cours de validité,**

Par l'ensemble des parties au contrat, y compris par les sous-traitants de 1^{er} et 2nd rang.

1.8 – Responsable d'exploitation de l'entreprise titulaire

Le titulaire du marché exerce ses fonctions pour le compte du Maître d'Ouvrage, en liaison avec celui-ci.

Pour ce faire, un personnel de la société retenue est nommément désigné au moment de la signature du marché et ci-après nommé « responsable d'exploitation de l'entreprise ». Il sera chargé de la bonne organisation des maintenances, d'assurer les contacts avec l'Université et de représenter le cas échéant le titulaire du marché.

Tout changement de responsable d'exploitation devra être notifié à l'Université de Strasbourg par courrier, avec accusé de réception, sous quinze jours.

Si cette personne n'était plus en mesure de remplir sa fonction, le titulaire doit aviser immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, le représentant du pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, en application de l'article 3.4.1 du CCAG – TRAVAUX.

1.9 – Modifications statutaires

Le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- à la forme de l'entreprise ;
- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- à l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- au capital social de l'entreprise ou de la société ;

et, d'une façon générale, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise. Ces modifications peuvent le cas échéant nécessiter l'établissement d'un avenant.

1.10 – Conditions particulières d'exécution : clause de promotion de l'emploi

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Le présent article déroge aux dispositions relatives à la clause sociale de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales.

1.10.1 Périmètre de l'action à réaliser

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser le volume d'heures d'insertion porté à l'annexe n°2 de l'acte d'engagement, sur la base d'un minimum obligatoire de 5.5 h / 10 000 € HT.

1.10.2 Publics éligibles

Le dispositif d'insertion vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable de personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle et qui se trouvent notamment dans l'une des situations suivantes.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification
- Jeunes diplômés de moins de 26 ans justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire
- Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans éloignés de l'emploi
- Demandeurs d'emploi de longue durée sans activité ou en activité partielle
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés
- Bénéficiaires des dispositifs et prestations de solidarité (RSA, AAH, ASI, ASS, etc.)

Personnes recrutées et accompagnées dans le cadre d'un dispositif d'insertion :

- Personnes prises en charge dans le secteur du travail protégé et adapté (EA, ESAT)
- Personnes prises en charge dans une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE, régies de quartier ou de territoire agréée)
- Bénéficiaires d'un autre dispositif d'insertion (GEIQ, Epide, E2C, etc.)

L'éligibilité des publics doit être établie par le facilitateur désigné préalablement à la mise en œuvre de la clause sociale et à la réalisation des heures d'insertion.

1.10.3 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs fixés, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- Embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (CDI, CDD, contrats en alternance)
- Recours à un organisme de mise à disposition de salariés (AI, ETTI, GEIQ, ETT)
- Recours à la co-traitance ou à la sous-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique, du secteur adapté ou secteur protégé

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Les heures effectuées par les personnes en insertion sont comptabilisées durant l'exécution du marché, à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur désigné la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

1.10.4 Accompagnement de la mise en œuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après :

Relais 2D / Relais Chantiers 21b Avenue du Neuhof 67100 Strasbourg 03 88 23 32 80	
Gilles Grosclaude 06 12 43 91 73 ggrosclaude@relais2d.eu	Olivier Wendling 03 88 23 32 82 (ligne directe) owendling@relais2d.eu

Dans le cadre du marché, les missions du facilitateur sont notamment les suivantes :

- Accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...), proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion
- Identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire
- Organiser le suivi des publics

Le titulaire s'engage à faciliter l'intervention du facilitateur et désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion.

1.10.5 Le contrôle et évaluation de l'action d'insertion

Le titulaire transmet au facilitateur tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale.

Les renseignements utiles sont notamment les suivants : justificatif de l'éligibilité des personnes, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation d'heures de travail. Ces renseignements doivent être transmis mensuellement au Relais 2D/Relais Chantiers.

A l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion peut être organisée en présence du titulaire et du facilitateur. Durant toute la période d'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut organiser des réunions de suivi de la clause sociale.

Au terme du marché, une attestation de réalisation est produite par le facilitateur.

1.10.6 Difficultés d'exécution

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage et au Relais 2D toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage et le facilitateur étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques (recours à l'activité partielle, licenciement économique, redressement judiciaire, etc.) le maître d'ouvrage peut, en concertation avec le facilitateur, suspendre ou supprimer tout ou partie de la clause sociale inscrite au présent marché.

1.10.7 Pénalités relatives à la clause d'insertion et de qualification

En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu au marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 35 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de retard de plus de 30 jours calendaires dans la transmission des renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 euros.

Le titulaire est seul responsable de la bonne exécution de la clause sociale et de la bonne remontée d'information. En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au titulaire du marché de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

Non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu à l'acte d'engagement	35,00 €	Par heure d'insertion non réalisée
Non-remise des documents prescrits au point [11.5] du présent CCAP, à l'attention de Relais 2D	300,00 €	Par défaut constaté

1.11 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-Travaux, le titulaire du marché assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

1.12 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Selon l'importance des travaux à effectuer, des mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé en plus de la réalisation systématique d'un plan de prévention seront précisées à l'occasion de l'émission du bon de commande.

1.13- Confidentialité et mesures de sécurité

Il est demandé au prestataire de conserver de manière confidentielle toutes informations et documentations liées au présent objet du marché. Aucune information ne peut être diffusée sans l'accord express de l'université. Cette clause de confidentialité vaut également pour les outils informatiques mis à disposition par l'université aux sociétés durant l'exécution du contrat.

S'agissant des mesures de sécurité, se reporter à l'article 7 du CCTC.

1.14 –Dérogação au principe d'exclusivité

Pour des besoins occasionnels de faible montant ou dans le cas où une garantie a été achetée sur un bâtiment suite à une opération de travaux, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du lot concerné, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme de 45 000 € HT par lot et par an.

Le pouvoir adjudicateur pourra déroger au principe d'exclusivité lorsque le titulaire du lot concerné déclare être dans l'incapacité de réaliser une prestation demandée

- que ce soit du fait d'un manque de moyens humains, matériel ou de temps (dans ce cas les pénalités définies à l'article 7 du présent CCAP pourront être appliquées le cas échéant),
- et/ou dans le cas d'une prestation extraordinaire et/ou urgente, et/ou pour pallier à la défaillance du titulaire qui, déjà sollicité sur une prestation, n'a pas réalisé ladite prestation conformément à la demande (dans ce cas les pénalités définies à l'article 7 du présent CCAP pourront être appliquées),
- et/ou lorsque la prestation n'était pas listée au BPU ou à la DPGF (dans l'éventualité où l'intervention ne peut souffrir la passation de l'avenant venant actualiser le BPU/ la DPGF).

Remarque :

Plusieurs accords-cadres portent sur des travaux neufs :

- dominante thermique : Cet accord-cadre a pour objet la réalisation des travaux neufs en matière de chauffage, de ventilation et de climatisations. **Il porte sur les installations neuves, l'extension d'installations existantes, le remplacement et les études associées,**
- courants forts / faibles
- toiture.

Ces accords-cadres **n'entrent donc pas en conflit avec l'objet du présent accord-cadre.**

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées aux articles 2.1 et 2.2 ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - Les pièces particulières

- **L'Acte d'Engagement (un « A.E. » par lot) et ses annexes :**
 - L'annexe 1 à l'A.E. relative à la désignation des cotraitants et à la répartition des prestations
 - L'annexe n°2 à l'A.E. relative aux clauses sociales.
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.) ;**
- **Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (1 C.C.T.P. par domaine) :**
 - CCTP01 - Thermique

- CCTP02 – Courant fort et courant faible
- CCTP03 – Sanitaire
- CCTP04 – Désenfumage
- CCTP05 – Système de Sécurité Incendie
- CCTP06 – Moyens de levage et ascenseurs
- CCTP07 – Portes et portails
- CCTP08 – Clos et couvert
- **Les annexes communes aux CCTP :**
 - Annexe – Gamme de maintenance
 - Annexe – Air comprimé
- **Les DSCS de l'Université de Strasbourg :**
 - DSCS : Contrôle d'accès - DSCS Contrôle d'accès- V9
 - DSCS : Electricité - DSCS Electricité- ind Q
 - DSCS : Thermique - DSCS Thermique - ind R
 - DSCS : Sécurité - DSCS_Sécurité_IND F
 - DSCS : mnémoniques - DSCS_Mnemoniques_Rev39
 - DSCS : GTC générale et annexes - DSCS_GTC_GENERAL_RevD
 - DSCS : Automatisme et programmes généraux-
DSCS_Automatisme_Programmes_Generaux_RevC
 - DSCS : Supervision - DSCS_GTC_Supervision_RevB
 - DSCS : INF_DSCS_2023_09 Infrastructures de câblage et armoires informatiques de l'Unistra.
- Les réponses aux questions posées aux entreprises par la maîtrise d'ouvrage, en phase d'analyse des offres ;
- Les DPGF des lots 01 à 05 concernant la maintenance préventive (1 DPGF « DPI » et 1 DPGF « composante » par lot) ;
- Les Bordereaux de Prix Unitaires concernant la maintenance corrective (1 BPU pour les lots 01 à 05)
- Les Plannings des maintenances préventives (1 par lot);
- Les exercices de mise en situation (1 par lot) ;
- Le mémoire technique ;
- La déclaration de sous-traitance (DC4) le cas échéant.

2.2 - Les pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G./Travaux) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux prestations faisant l'objet du marché.
- Les exigences réglementaires et normatives rappelées aux C.C.T.P. de chaque domaine.

L'ordre de priorité des pièces ci-dessus déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux.

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers.

Nota : Seuls les documents originaux, conservés par l'administration font foi.

Article 3 : Prix du marché

3.1 - Rémunération des prestations - Généralités

Les prix comprennent toutes les sujétions découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais généraux, les frais de rebouchage suite à la prise d'échantillon, les frais de main d'œuvre, de fournitures, de manutention et de transport, les droits pouvant frapper les fournitures, les faux frais, les impôts, toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les assurances, ainsi que les frais généraux et le bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG – Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prestations de maintenance préventive sont rémunérées de la manière suivante :

Il sera établi 10 factures d'acomptes mensuelles basées sur la DPGF de l'année en cours pour la période du 01/09 au 30/06, à terme échu.

Puis une facture de solde le 31/08 regroupant les périodes du 01/07 au 31/08.

Sur cette dernière facture seront intégrés les éventuels ajouts ou suppressions d'équipements ainsi que les suppressions de bâtiments.

Les prestations feront l'objet d'une facturation détaillée par domaine, installations et bâtiment, établie et réglée mensuellement, par application du prix global forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement, conformément à l'article 1.4 du CCAP.

La facturation mensuelle fait clairement apparaître les prestations exécutées par les sous-traitants et leurs factures sont jointes.

Concernant tous les autres types de prestations, elles feront l'objet :

De bons de commande établis au fur et à mesure des besoins de l'Université de Strasbourg, les prestations décomptées seront réglées en appliquant aux quantités réellement exécutées les prix unitaires du bordereau spécifique (BPU maintenance corrective).

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le paiement direct dû aux sous-traitants doit être intégré dans les sommes mensuelles décomposées dans la DPGF. C'est donc au titulaire qu'il incombera de s'organiser afin de déclarer et/ou modifier ses actes de sous-traitances au fur et à mesure de la vie du marché, afin que les sommes dues n'excèdent pas la prévision mensuelle actée dans la DPGF.

3.2 – Caractéristiques des prix

3.2.1 Prestations de maintenances préventives

Les prestations de maintenance préventives seront réglées à prix forfaitaires, conformément à toutes les pièces contractuelles du marché, par application du prix global forfaitaire indiqué à la DPGF de chaque lot.

Le montant comprend :

- L'ensemble des opérations relatives à la maintenance préventive ;
- La fourniture des consommables, matériels et pièces de rechange ;
- La fourniture et la tenue à jour des documents d'exploitation ;
- La participation aux réunions d'exploitation éventuelles ;
- Les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention ;
- L'ensemble des frais administratifs ;
- L'ensemble des frais de déplacements.

La maintenance préventive (forfait) est destinée à réaliser les gammes de maintenance liées aux installations selon la planification. Elle inclut également des corrections s'agissant d'interventions de petite ampleur afin d'obtenir une continuité de services. Toutefois, en aucun cas le forfait de la maintenance préventive ne permet d'apporter les corrections nécessaires pour réaliser la jouvence des installations.

Par ailleurs sont également compris, dans le forfait de la maintenance préventive, les éléments suivants, par domaine :

- **Métier CVC** (eau chaude, eau glacée, glycolée, gaz, ventilation) l'ensemble des dépannages sont compris dans le forfait incluant :
 - Equipement de ventilation, changement de courroies y compris courroies de roues de récupération dont les moteurs de volets et v3v;
 - Capteurs et actionneurs (hors vanne pneumatique Ø > DN 65) ;
 - Quincaillerie, robinetteries, raccords... Dont Ø < DN 50) et expansion < 200L ;
 - Le remplacement des terminaux complet (cassette, Radiateur, ...) dont la puissance est supérieure à 1.5 kW ;
 - Variateur dont la puissance est inférieure à 5.5 kW – IP55.
- **Métier Sanitaire** l'ensemble des dépannages sont compris dans le forfait :
 - Intervention sur une conduite (dans la limite de 1ml et de section supérieure au DN 25, hors vidange, conduite bouchée) ;

- Intervention sur une pompe et compteur si DN<DN80 (hors vidange) ;
- Intervention sur vanne d'arrêt (hors vidange et vétusté) ;
- Quincaillerie, robinetterie diverses si DN <50.
- **Métier Système de sécurité Incendie** l'ensemble des dépannages sont compris dans le forfait sauf le remplacement intégral de la centrale.
- **Métier Désenfumage** l'ensemble des dépannages sont compris dans le forfait dont les cartouches, gaz, poulies, vérins, câbles, coffrets de commande de vitrages.
- **Métier Moyens de levage** l'ensemble des dépannages sont décrits dans le CCTP 06, dans le cadre du contrat étendu y compris l'éclairage des cabines.

La liste des éléments comprend la fourniture, la pose, le raccordement, la mise en route...

Le forfait ne comprend pas : les dégradations dues aux actes de vandalisme.

3.2.2 Prestations autres que celles de maintenances préventives

Les prestations de maintenances correctives, travaux associés et de prestations de main-d'œuvre, faisant l'objet de l'accord-cadre, seront réglées par application des prix unitaires fixés aux Bordereaux des Prix Unitaires correctifs et selon les stipulations de l'acte d'engagement, en tenant compte :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention, de la notification du bon de commande à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- de la fourniture et de la tenue à jour des documents d'exploitation ;
- de la participation aux réunions d'exploitation éventuelles ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention ;
- de l'ensemble des frais administratifs ;
- de l'ensemble des frais de déplacements.

Le montant de la main d'œuvre par prestation est celui indiqué dans les BPU joints à l'accord-cadre.

Hormis l'accord des parties contractantes pour la modification des montants par voie d'avenant au présent contrat, le montant des prestations ne peut varier qu'aux conditions fixées au présent CCAP.

Les positions indiquées aux BPU sont non- exhaustives.

Nota : depuis le 1er janvier 2017, l'Etat met à disposition des fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>

Dès 2017, les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et leurs filiales doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique.

Par ailleurs, ce portail doit également être utilisé pour tous les clients publics : Etat, hôpitaux, collectivités locales, universités, etc.

Les entreprises peuvent ainsi déposer leurs factures sur CPP en prenant en compte les éléments suivants : le n°SIRET de l'Université de Strasbourg « 130 005 457 00010 ». Enfin, les entreprises doivent également être en possession d'un numéro de bon de commande, commençant par 4500. Chaque facture doit comporter ce numéro de bon de commande et le numéro du marché.

Pour toute information concernant la facturation, les entreprises peuvent écrire à l'adresse mail suivante :

ac-bureaufacturier@unistra.fr

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE).

Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- site AIFE : www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0

- courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

3.3 - Modalités de variation et d'ajustement des prix

3.3.1 généralités

Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Modalités des variations des prix

Les prix sont révisibles chaque année pendant toute la durée du marché et à sa date anniversaire par application de la formule suivante :

$$P = Po (0.15 + 0.85 \ln/Io)$$

Formule dans laquelle :

- P = Prix révisé
- Po = Prix initial contractualisé par le marché
- Io = index ingénierie afférent au mois M0 de réception des offres (mars 2019)
- In = dernier indice I définitif disponible le même mois M qui précède la date d'application de la révision

Les index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Energie, sont :

- l'index BT 41 : pour la thermique, le sanitaire, le clos et couvert, la ventilation et conditionnement d'air.
- l'index BT 47 pour l'électricité, les ascenseurs, les portes et portails, le désenfumage et le SSI.

Le coefficient de révision obtenu par cette formule sera arrêté et arrondi au millième supérieur.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'INSEE ou les services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes d'un indice de substitution, l'Université de Strasbourg, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'administration contractante, par lettre recommandée avec accusé de réception, la révision des prix et ses nouveaux tarifs (1 version au format Excel et 1 version format .pdf, à chaque mise à jour) avec un préavis d'au moins deux mois avant la date prévue pour l'application de la révision (date anniversaire du marché).

Ce document devra être envoyé à l'adresse suivante :

UNIVERSITE DE STRASBOURG
Direction du Patrimoine Immobilier
Département Contrats Immobiliers
18, rue Goethe
CS 90032
67 081 STRASBOURG Cedex

A défaut de transmission des prix révisés dans le délai imparti, les prix du marché ne pourront être révisés et resteront inchangés pour la nouvelle période (jusqu'à la date anniversaire suivante), sans que le titulaire ne puisse élever de contestations sur ce point.

3.3.2 Variation du prix du matériel de CVC et sanitaire

Les prix du matériel de CVC et sanitaire sont ajustables par référence aux tarifs figurant aux catalogues listés au bordereau de prix unitaires. L'ajustement des prix intervient lors de l'évolution des tarifs publics des fournisseurs.

Le bordereau de prix affiche le taux de remise consenti, à la personne publique. La remise s'applique sur les prix hors taxes du catalogue et reste ferme pendant la durée du marché.

Si le fournisseur propose les matériels, objet du marché, à un prix promotionnel inférieur à celui résultant de l'application des clauses contractuelles, le titulaire en informe en temps réel l'administration qui doit obligatoirement pouvoir bénéficier de ces nouvelles conditions. Le cas échéant, le titulaire devra faire apparaître clairement la remise exceptionnelle supplémentaire permettant d'aboutir au prix net promotionnel.

3.4 - Clause butoir :

Il est entendu que les prix sont susceptibles de variations au cours de la période d'exécution du marché.

Le prix de règlement ne dépassera pas le taux de 3% par an, sauf dispositions législatives ou réglementaires, ou circonstances à apprécier par le Pouvoir Adjudicateur à la demande du Titulaire. La multiplication de ce type de situations pourra entraîner la résiliation du marché au titre d'une responsabilité du titulaire, sans faute.

L'appréciation du taux de 3 % sera faite annuellement, à chaque révision et/ou actualisation, des prix du marché.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Sans objet.

4.2- Avances

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30% dans le cas où le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise (article R.2191-7 du code de la commande publique).

La date de versement de l'avance est prévue dans le mois suivant soit la date figurant sur la lettre de notification du lot si celle-ci vaut ordre de démarrage, soit de la date figurant sur l'ordre de service de démarrage du lot.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R.2393-13 et suivants du Code de la commande publique.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

5.1 - Facturation

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-TRAVAUX, le « projet de décompte » dont il est fait mention dans cet article devant s'entendre comme le récapitulatif du prix total mensuel renseigné aux DPGF. Ce décompte est établi mensuellement à terme échu pour chaque lot, décomposé par domaine, installations et bâtiment. Il fait clairement apparaître les prestations exécutées par les sous-traitants.

Les demandes de paiement - qu'elles émanent du titulaire ou d'un de ses sous-traitants - seront établies en un original, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le numéro de marché ;
- le numéro du bon de commande (le cas échéant) ;
- le nom et n° du bâtiment concerné* ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature détaillée* des prestations exécutées ;
- le montant hors taxe ventilé* des prestations en question après application de la variation de prix ;
- le cas échéant le montant hors taxe des prestations sous-traitées et le nom du sous-traitant ;
- le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- La facture du sous-traitant, si un DC4 est déclaré sur la période concernée. Cette facture doit être présentée conformément aux dispositions listées ci-dessus.

**conformément aux lignes détaillées aux DPGF et BPU.*

Pour la maintenance corrective, s'ajoutent :

- le numéro de la demande d'intervention (références de l'intervention : DI) ;
- la copie du devis ;
- La feuille de saisie Abyla si facturation d'installation de nouveaux équipements.

- Les prestations de maintenance sur descriptif à prix unitaire avec les numéros des positions, et leur majoration s'il y a lieu
- Les prestations de maintenance avec le coût de la main d'œuvre, les frais de déplacement s'il y a lieu, le prix des fournitures avec les remises ou coefficient de marge suivant le cas (conformément aux valeurs définies dans le bordereau)

IMPORTANT : Si les prestations de maintenance ou travaux associés ont fait l'objet d'un devis préalable et si le montant résultant des décomptes est inférieur au montant du devis, le titulaire devra rectifier le montant définitif de la facture en conséquence.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse de facturation indiquée sur le bon de commande. Pour les prestations hors forfait, les factures doivent, outre les mentions indiquées ci-dessus, comporter la référence du bon de commande correspondant et être accompagnées de la copie dudit bon de commande. Chaque bon de commande doit faire l'objet d'une facture distincte.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Information importante : depuis le 1er janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA. Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Les titulaires et leurs sous-traitants établiront des formulaires distincts pour la maintenance préventive soumise à TVA et pour la maintenance corrective en autoliquidation.

IMPORTANT : L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées dans le marché lui sera retournée par le service gestionnaire du marché ; le délai de paiement étant alors interrompu.

5.2 - Approvisionnements

Conformément aux CCTP.

5.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments des articles R.2193-10 et suivant du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;

- Le compte à créditer.

- **En cas de cotraitance** : la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.
- **En cas de sous-traitance du marché** :
 - ◆ Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - ◆ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ◆ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
 - ◆ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
 - ◆ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement ;
 - ◆ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ;
 - ◆ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
 - ◆ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

5.4 - Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Article 6 : Délais d'exécution

6.1 - Délais d'exécution de la maintenance préventive

Se reporter aux dispositions du CCTC et aux plannings.

6.2 - Délais d'exécution de la maintenance corrective

Délai de validité des bons de commande :

Le délai de validité de chaque bon de commande est fixé à 90 jours à compter de la date d'envoi du bon de commande.

Délais d'intervention et de remise des documents :

Se reporter aux dispositions du CCTC (article 4.3).

Délai d'exécution des bons de commande :

S'ils n'entrent pas dans les cas mentionnés à l'article 4.3 du CCTC, les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité de l'accord cadre figurent alors sur chaque demande d'intervention et/ou bon de commande émis suivant les dispositions du présent C.C.A.P, du C.C.T.C et des C.C.T.P. joints.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre, sans toutefois que leur durée ne se prolonge de telle façon qu'ils méconnaissent le principe d'obligation de remise en concurrence périodique.

6.3 – Coordination des interventions

Dans le cas où le titulaire du présent marché n'est pas le constructeur ou l'installateur, lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements pour assurer la coordination de leurs interventions ; réglages ou interventions suite à un incident au titre de la garantie.

6.4 – Prolongation des délais

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

6.5 - Pénalités de retard

Au-delà des délais contractuels d'exécution, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire en application des stipulations de l'article 7 du présent C.C.A.P.

Article 7 : Pénalités et réfections

7.1 – Définition et généralités

Les pénalités et réfections sont applicables en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché. Les réfections sanctionnent la mauvaise exécution des prestations.

Les pénalités et réfections sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, des fluides et d'eau du fait des compagnies distributrices.

La date prise en compte pour l'application des pénalités de retard est la date de fin d'exécution induite par le délai d'exécution défini dans les pièces de l'accord-cadre, et/ou figurant sur le bon de commande ou l'ordre d'exécution validé par l'entreprise à réception.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités, quel qu'en soit le montant total.

7.2 - Pénalités

7.2.1 Tableau des pénalités

Conformément à l'article 19.1.1 du C.C.A.G Travaux, les pénalités sont encourues sur simple constat du représentant de l'Université, sans mise en demeure préalable, dans le cas de non-respect des conditions d'exécution des prestations du présent marché.

Dérogeant sur le pourcentage applicable des pénalités et sur leur caractère journalier, tels que définis à l'article 19.1 du C.C.A.G Travaux, les pénalités seront appliquées selon les montants ci-après définis :

a) Non-respect des plannings d'intervention en préventive (notamment des visites programmées de la maintenance préventive)	500,00 €	Par défaut constaté
b) Rapport de maintenance préventive manquant	500,00 €	Par défaut constaté
c) Non-respect du délai d'intervention concernant la maintenance corrective (GTI, GTRP) hors SSI et levage	50,00 €	Par heure

d) Non-respect des délais d'interventions en corrective (GTR) hors SSI et levage	200.00 €	Par jour calendaire
e) Non-respect des délais d'intervention en corrective SSI et Levage (GTI, GTRP)	100.00 €	Par heure
f) Non-respect des délais d'intervention en corrective SSI et Levage (GTR)	200.00 €	Par jour calendaire
g) Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité	100,00 €	Par défaut constaté
h) Non - respect de l'établissement de l'état des lieux des installations	100,00 €	Par défaut constaté
i) Non mise en place des cartes SIM concernant les appareils de levage	50.00 €	Par carte manquante
j) Non détention des logiciels d'automatismes obligatoires stipulés à l'article 5 du CCTC	100.00 €	Par manquement Constaté
k) Nettoyage des locaux techniques	100,00 €	Par défaut constaté
l) Retard dans transmission des documents définis à l'article 3.3.5 à 3.3.8 du CCTC	100,00 €	Par jour calendaire
m) Non-respect de la procédure d'agrément des sous-traitants et formalités prévus par le code du travail	200,00 €	Par défaut constaté
n) Retard dans la transmission des documents administratifs (attestations d'assurance, documents relatifs aux DC4,...)	100,00 €	Par jour calendaire
o) Absence de transmission des factures des sous-traitants	200,00 €	Par défaut constaté
p) Retard dans la réalisation du plan de prévention	200,00 €	Par jour calendaire
q) Absence de réalisation de permis feu	200,00 €	Par défaut constaté
r) Non remise des clés et cartes	100,00€	Par défaut constaté
s) Non-respect des règles de circulation dans le campus (secteur Esplanade)	400,00 €	Par défaut constaté
t) Encombrement des sorties de secours d'un bâtiment	400,00 €	Par défaut constaté
u) Non-respect des engagements pris dans le mémoire technique	100,00 €	Par défaut constaté
v) Non-respect au principe de laïcité précisé à l'article 14 du présent CCAP	50,00 €	Par défaut constaté
w) Note inférieure à 7/10 via les indicateurs (KPI)	Se reporter à l'article 7.2.2 du CCAP	
x) Absence de prise de rendez-vous avant intervention	50,00 €	Par défaut constaté
y) Non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu à l'acte d'engagement	35,00 €	Par heure d'insertion non

		<i>réalisée</i>
z) Non-remise des documents prescrits au point [11.5] du présent CCAP, à l'attention de Relais 2D	300,00 €	<i>Par défaut constaté</i>

Les pénalités appliquées sont consignées dans un compte-rendu.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, toutes les pénalités considérées par la maîtrise d'ouvrage comme définitives sont irrévocables, cumulables, non libératoires de l'obligation de faire et sont comptées, sans limitation ni plafonnement, par jour calendaire, depuis la date de constat de l'infraction jusqu'à la date où les prescriptions, objet des pénalités, seront respectées.

Lors de l'établissement du décompte final le maître d'ouvrage peut décider de lever les pénalités appliquées.

Conformément à l'article 19.2.4 CCAG-travaux, en cas de pénalités susceptibles d'être appliquées, le titulaire sera invité par lettre recommandée avec accusé de réception ou échanges électroniques sécurisés à présenter ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. A défaut de retour, les pénalités seront appliquées et considérées comme définitives.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, aucune exonération des pénalités ne sera faite, sauf en cas de décision prise par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est seul responsable de la bonne exécution de la clause sociale et de la bonne remontée d'information. En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au titulaire du marché de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant au respect de ladite clause.

7.2.2 Pénalités sur les indicateurs (KPI)

Un état des lieux contradictoire sera réalisé conformément à l'article 7.1 du CCTC. Cet état des lieux permettra au représentant du pouvoir adjudicateur d'attribuer des notes au titulaire de chaque lot concernant les installations des domaines CVC et électricité.

7.2.3 Modalités d'application des délais et pénalités

En dehors des prestations prévues réglementairement pour la maintenance préventive, les différents délais d'intervention, d'exécution ou de réalisation de devis commenceront à courir à compter de l'envoi de la demande par le pouvoir adjudicateur.

Les demandes d'intervention ou devis prendront la forme soit :

- De l'inscription d'une demande dans le logiciel de gestion des maintenances/travaux et des interventions « ISILOG », « GEST'INTERV » ou similaire ;
- D'un bon de commande ;
- D'un courrier recommandé.

En périodes d'astreintes, les demandes d'intervention ou devis prendront la forme :

- D'un appel sur le numéro d'urgence tel que défini au paragraphe 3.3.9.1 du CCTC.

Les pénalités seront appliquées en se référant à la date d'envoi de la demande par le pouvoir adjudicateur (mail, courrier, bon de commande, inscription dans Gest'interv, appel).

7.3 - Réfactions

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de mauvaise exécution des prestations, l'Université peut, conformément aux dispositions de l'article 41.7 du CCAG-Travaux, appliquer une réfaction sur les prix correspondants. La valeur de la réfaction sera fixée en fonction de l'étendue des imperfections constatées. Les prestations soumises à réfaction et le montant des réflexions appliquées seront constatés par un procès-verbal contradictoire signé par le titulaire et l'Université.

Article 8 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Le marché peut être résilié pour faute de l'entreprise titulaire du marché, s'il a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance (Art 50.3 du CCAG-Travaux) ;

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail, conformément aux articles R.2143-3et R.2143-6 du Code de la commande publique, ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier un marché dans le cadre des dispositions de l'article 50.3 du CCAG Travaux, lorsque le titulaire cumule des pénalités consignées dans un compte-rendu dont le montant s'élève à plus de 3 % de son marché. Cette résiliation se fait pour faute du titulaire.

Article 9 : Garanties et assurances

Elles sont conformes au CCAG-Travaux.

9.1 – Délais de garanties

Le point de départ des responsabilités résultant de ces principes est fixé à la date de fin d'intervention figurant au rapport de maintenance, défini aux articles 3.3.9.2 du CCTC. ou à la date d'effet de la réception lorsqu'il s'agit de travaux, ou, pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle en application de l'article 42 du CCAG - Travaux, à la date d'effet de cette réception partielle.

Prolongation du délai de garantie de parfait achèvement :

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 du CCAG – Travaux, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG – Travaux, le délai de garantie peut être prolongé par décision du représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG – Travaux.

9.2 – Assurances

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile garantissant sa responsabilité civile délictuelle, quasi-délictuelle et contractuelle à l'égard des tiers et de l'Université en cas d'accidents ou de dommages susceptibles d'être causé par l'exécution des prestations. La garantie devra être suffisante.

Les polices d'assurance devront être communiquées à l'Université par le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Ces assurances seront à transmettre par ailleurs obligatoirement, chaque année à la date anniversaire du contrat, aux adresses suivantes : dcu@unistra.fr, sans que le pouvoir adjudicateur ait à en faire la demande expresse.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celle-ci est inopposable à l'Université.

Le titulaire doit prévenir immédiatement l'Université de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance.

Article 10 : Communications électroniques

Les cocontractants peuvent communiquer par voie électronique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Cependant, aucune communication par cette voie sans utilisation d'un certificat de signature électronique n'est susceptible de faire naître d'obligation à la charge de l'une ou l'autre partie.

Toutefois, les courriels valent commencement de preuve par écrit. Ainsi, et notamment en ce qui concerne les manquements éventuels aux obligations contractuelles, des signalements pourront être faits par courrier électronique simple, puis étayés par une décision ultérieure par voie postale.

Article 11 : Clause attributive de juridiction

Toute contestation touchant à l'exécution ou l'interprétation du présent marché n'ayant pu être réglée de manière amiable sera soumise à la juridiction exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 12 : Qualifications

L'entreprise et son personnel intervenant devront être en possession des qualifications professionnelles en rapport avec les missions décrites aux CCTP. Le niveau de qualification attendu est détaillé par ailleurs au CCTC et à l'article 4.2 du règlement de la consultation.

Article 13 : Marchés ayant pour objet des prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la Commande Publique, des marchés de travaux ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence.

Article 14 : Respect de l'égalité de traitement des usagers

Chaque titulaire doit veiller au respect de l'égalité des usagers du service public ainsi que du principe de laïcité et de neutralité du service public.

De même cette obligation concerne les sous-traitants de chacun des titulaires. A ce titre, le titulaire doit communiquer à l'Université de Strasbourg les contrats de la société sous-traitante participant à l'exécution de la mission de service public.

A ce titre, des notes internes pourront être demandées aux titulaires par le maître d'ouvrage. De plus des contrôles inopinés pourront être effectués pendant l'exécution du marché.

Article 15 : Clause de réexamen

Des modifications éventuelles pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 du code de la Commande publique et exécutées par l'attributaire du marché.

La clause de réexamen porte sur des modifications du périmètre en cours d'exécution :

- Ajouter en cours d'exécution les nouvelles installations et les nouveaux bâtiments sur les campus visés par les différents lots ;
- Retirer en cours d'exécution certaines installations ou certains bâtiments. En effet, dans ce dernier cas de figure, l'Université a la volonté de poursuivre son effort en matière de performance énergétique. A ce titre, l'Université peut retirer une partie des installations ou certains bâtiments dans le but d'intégrer ces bâtiments dans un contrat de performance énergétique distinct. Dans ce cas, la société ne pourra pas se prévaloir d'indemnités pour compenser l'éventuelle perte de ces installations ou bâtiments.

Les modifications pourront porter également sur la qualité des produits et le type de matériaux.

Les modifications pourront porter enfin, sur le procédé d'exécution des prestations dans la mesure où celui-ci constitue une solution innovante permettant d'atteindre des meilleurs niveaux de performances énergétiques.

Les modifications du marché public énoncés ci-dessus sont définies de manière suffisamment claires et précises pour valoir clause de réexamen conformément à l'article R.2194-1 du code de la Commande publique.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai raisonnable sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Université un devis détaillé.

De plus, lorsque 90 % du maximum du présent accord-cadre aura été atteint, l'acheteur en informera les titulaires. Les parties échangeront alors sur la possibilité de modifier par voie d'avenant à la hausse le maximum de l'accord-cadre dans la limite des seuils réglementaires.

Article 16 : Certificats d'économie d'énergie

L'Université se réserve le droit de valoriser les économies d'énergie prévisionnelles par la réalisation de certificats d'économie d'énergie.

Le cas échéant l'entreprise titulaire de marché devra indiquer les mentions relatives à cette valorisation sur les documents suivants :

- devis ;
- factures ;
- attestations de bonne réalisation ;
- attestations de fin de travaux.

Article 17 : Autorisation d'occupation temporaire

Une convention d'autorisation d'occupation temporaire sera signée avec chaque attributaire en vue de la mise à disposition de bureaux et de locaux de stockage.

Article 18 : Dérogation aux documents généraux

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux ;
- L'article 7.1 déroge à l'article 19.2.2 du CCAG – Travaux ;
- L'article 7.1 déroge à l'article 19.2.1 du CCAG – Travaux ;
- L'article 7.2.1 déroge à l'article 19.2.4 du CCAG – Travaux ;
- L'article 7.2.1 déroge à l'article 19.3 du CCAG – Travaux ;